Dans cet article, la sociologue Kate Hardy revient sur un épisode marquant, survenu au milieu des années 1990 dans monde syndical argentin : l'intégration d'une composante autour du travail du sexe dans la Central de Trabajadores Argentinos (CTA). Cette évolution marque une troisième phase dans la militance des travailleuses du sexe en Argentine et révèle les formes de coopération possibles entre l'organisation des travailleurs et travailleuses des industries du sexe, et l'organisation syndicale tout court. À l'heure du travail précaire et de la flexibilité de plus en plus généralisée, l'industrie du sexe fournit probablement un terrain d'expérience important pour renouveler les pratiques syndicales face aux nouvelles réalités du prolétariat.

Résumé :

Les travailleuses du sexe en Argentine et au-delà visibilisent leurs histoires par l'action politique, faisant ainsi souvent face à une répression extrême et violente. À côté des deux premières vagues d'organisation des travailleuses du sexe, une troisième semble émerger dans des pays du Sud, qui ont en grande partie été négligés par les études universitaires sur le sujet. Une de ces organisations est la Asociación de Mujeres Meretrices de la Argentina (AMMAR) : l'association des femmes travailleuses du sexe d'Argentine. Le présent essai repose sur des données issues de questionnaires, d'une observation participante, d'entretiens approfondis avec des travailleuses du sexe, syndiquées ou non, et des membres de la Central de Trabajadores Argentinos (CTA), la fédération dont elles font partie, dans dix villes d'Argentine. Il retrace ainsi les relations entre l'AMMAR et la CTA pour examiner comment ces deux organisations ont co-opéré pour organiser les travailleuses d'un secteur de travail tristement célèbre pour son caractère exploitatif, précaire, et vulnérable, afin de travailler à un changement social et politique. Cet essai contribue aux débats autour de la régénération du mouvement syndical et défie le sens commun prévalent selon lequel les travailleuses du sexe et les syndicats seraient des partenaires improbables.

Le 17 Février 1922, cinq prostituées¹ du bordel La Catalina à San Julián en Argentine ont chassé des soldats qui avaient participé à un récent massacre de leur lieu de travail, en les frappant avec des balais et en criant, « assassins, criminels, nous ne coucherons pas avec vous² ». C'était le dernier acte de résistance d'une rébellion devenue connue comme *la Patagonia Rebelde*, pendant laquelle une manifestation provinciale en soutien aux travailleurs arrêtés de la *Sociedad Obrera* (Société des travailleurs) s'est transformée en une grève pour de meilleurs salaires et conditions de travail. La rébellion a duré deux ans et fut brutalement écrasée par l'armée argentine. Quinze cent travailleurs et grévistes furent victimes des exécutions sommaires ordonnées par le général Varela sous la direction du président Hipólito Yrigoyen³. À la différence du soulèvement spontané des femmes lors de la *Rebelde Patagonia*, la résistance des travailleuses du sexe au milieu des années 1990 a émergé en Argentine sous une forme plus organisée. Se réunissant dans des bars et cafés de Buenos Aires, les femmes travaillant dans les rues ont commencé à discuter des moyens par lesquels elles pourraient résister au harcèlement et aux abus de la police. Le groupe allait devenir l'*Asociación de Mujeres Meretrices de la Argentina* (AMMAR), l'association de travailleuses du sexe d'Argentine, qui se situe dans la continuité de la longue histoire de résistances politiques des travailleuses du sexe, soixante-dix ans après San Julián.

Cet essai repose sur des données issues de questionnaires, d'une observation participante, d'interviews approfondies avec des travailleuses du sexe syndiquées ou non, et des membres de la *Central de Trabajadores Argentinos* (CTA) (Centrale des Travailleurs Argentins), la fédération syndicale dont elles font partie, dans dix villes d'Argentine. Il s'agit ainsi de retracer les relations

entre l'AMMAR et la CTA pour examiner comment ces deux organisations ont réussi à organiser les travailleuses d'un secteur de travail tristement célèbre pour son caractère exploitatif, précaire, et vulnérable. Il s'agira également de se demander en quoi ces expériences peuvent contribuer aux débats autour de la régénération du mouvement syndical et des nouvelles formes de syndicalisme⁴.

Je commence ici par tracer dans ses grandes lignes l'impasse actuelle dans laquelle se trouve le mouvement syndical, en particulier dans son rapport aux travailleurs informels. Dans un deuxième temps, j'examine les approches de la syndicalisation des travailleuses du sexe, et soutiens que bien que les analyses ont été pessimistes au sujet des deux premières vagues d'organisation, une troisième vague est en train d'émerger, et connaît un succès considérable. Troisièmement, je considère la CTA, en explorant son émergence et les paramètres d'éligibilité de ses membres. J'examine les relations entre l'AMMAR et la CTA, en expliquant comment la CTA a été capable de créer un espace pour les travailleuses du sexe, et en explorant leurs pratiques de coopération. Je conclus en montrant comment l'AMMAR a contribué à la CTA, en clarifiant des compréhensions du travail et de la classe, et en transformant les attitudes envers les autres identités sociales, incluant le genre et la sexualité.

L'organisation syndicale dans l'impasse

Que les syndicats soient en crise et qu'ils doivent se renouveler et se revitaliser pour dépasser cette impasse est maintenant une maxime amplement répétée au sein des théoriciens du travail et de ses praticiens⁵. Dès lors, il est peut être surprenant qu'en dépit des aspirations à un renouvellement syndical, peu d'attention ait été portée aux exemples existants d'organisation parmi les travailleurs informels, contingents, et précaires, qui représentent désormais la majorité des travailleurs du monde.⁶ Il y a à la fois une impréparation et une résistance à répondre au défi existentiel que la « nouvelle majorité » de travailleurs présente au syndicalisme orthodoxe⁷. De nombreux syndicats apparaissent comme coincés dans un « paradigme d'usine » bloqué par une insistance sur les paramètres d'éligibilité qui ne reflète plus les réalités du travail et de l'emploi contemporain⁸. Le syndicalisme industriel, ou le « paradigme de l'usine », ne semble plus approprié pour de nombreux secteurs de services peu payés, migrants, minorités ethniques, femmes, travailleurs à temps partiel, et notamment les travailleur-se-s informel-le-s, qui constituent une proportion de plus en plus grande de la force de travail dans les structures modifiée du travail et de l'emploi.⁹

Certains syndicats en Europe et en Amérique du Nord, tel que le *Textile, Clothing and Footwear Union of Australia* (TCFUA), *Unite* au Canada, la *Federazione Italiana Lavoratori Tessili Abbigliamento Cuoio Calzature* (FILTEA-CGIL) en Italie, et la *Federatie Nederlandse Vakbeweging* (FNV) aux Pays-Bas, ont pris leurs responsabilités et organisent les travailleur-se-s informel-le-s. La plupart, cependant, ont été longs à répondre et se sont limités à organiser les travailleur-se-s à domicile. En contraste, il y a une forte cohorte de syndicats dans le Sud globalisé qui s'engagent dans ces luttes de travailleurs « atypiques », notamment les travailleuses femmes informelles¹⁰. En particulier, la *Self-Employed Women's Association* (SEWA) en Inde et la *Self-Employed Women's Union* (SEWU) en Afrique du Sud ont organisé un grand nombre de vendeurs de rue et de travailleurs à domicile avec un succès considérable.¹¹ Cependant, même dans des contextes dans lesquels ces organisations ont fait des progrès considérables dans l'amélioration des conditions des travailleurs informels, et en dépit des enjeux et défis partagés, ils ne se sont généralement pas liés avec ni n'ont soutenu l'organisation des travailleuses du sexe. Même quand la décision a été prise en 1994 par SEWU d'organiser les travailleuses du sexe, elle a été abandonnée plus tard, vraisemblablement en raison des valeurs chrétiennes parmi les dirigeants et le personnel de SEWU¹²

Au cours du dix-neuvième siècle et de la première partie du vingtième, les travailleuses du sexe à travers le monde se sont organisées et ont contesté les mauvais traitements dont elles faisaient l'objet, de l'Inde et du Costa Rica au Guatemala et à Porto Rico¹³. Cependant, la création de COYOTE (*Call Off Your Old Tired Ethics*) à San Francisco en 1973 et une grève des prostituées françaises en 1975, qui a vu la création du Collectif Français des Prostituées, marqua le début de la première vague significative de l'organisation des travailleuses du sexe. À partir des années 1980, ces grands mouvements nationaux de prostituées ont franchi les frontières, en créant des relations internationales avec d'autres mouvements, et des rencontres internationales lors d'événements tels que le premier et le second Congrès des Putes en 1985 et 1986 à Amsterdam et Bruxelles¹⁴.

Une seconde vague d'organisations émergea à la fin des années 1980 et au début des années 1990, encouragée en partie par la conceptualisation de la prostitution comme du travail du sexe¹⁵. Elle fut constituée, premièrement, par les associations de santé répondant à la crise du VIH/SIDA et secondement par la syndicalisation formelle des travailleuses du sexe, créant des liens avec le mouvement syndical existant. En 1988, en Equateur, l'Association des Travailleuses Autonomes a appelé à une grève des travailleuses du sexe pour protester contre leurs conditions, et des organisations ont émergé afin de faire pression pour les droits des travailleuses du sexe, notamment en Malaisie, Thaïlande, Afrique du Sud, et Uruguay. Un des succès les plus retentissants est le *Durbar Mahila Samanayay Committee* (DMSC), ou « Projet Sonagachi », qui représente entre 40 000 et 60 000 travailleuses du sexe dans le Bengal Ouest, en Inde. Entre 1992 et 1998 l'usage de préservatifs a augmenté, passant d'à peine 3 pour cent à plus de quatre-vingt-dix pour cent, grâce à la sensibilisation réalisée par ce projet. Un tableau d'auto-régulation régleme l'entrée des jeunes filles dans la profession, s'assurant que les mineurs et personnes sujettes à la coercition ne travaillent pas dans la zone. Il a entraîné les femmes à l'auto-défense, offert des micro-crédits et des systèmes de micro-entreprise, et combattu pour les droits des travailleuses et leur décriminalisation¹⁶. De la même manière, à Pune City, un collectif créé en 1998 compte maintenant cinq cent membres et une cuisine collective, et a permis une augmentation de l'usage du préservatif allant jusqu'à quatre-vingt-quinze pour cent¹⁷.

Plus signifiant encore, plusieurs organisations ont adopté une approche syndicale, en s'affiliant à de plus grosses confédérations syndicales. Au Royaume-Uni, l'*International Union of Sex Workers* (IUSW) s'est développé à partir d'un petit groupe populaire (*grassroot*) pour devenir une branche du *United Kingdom's General Workers' Union* (GMB)¹⁸, aux Pays-Bas, *De Rode Draar* (le fil rouge) s'est affilié à la *Federatie Nederlandse Vakbeweging* (Fédération syndicale hollandaise) (FNV), alors qu'en Australie et aux Etats-Unis, des organisations de travailleur-se-s du sexe se sont respectivement affiliées au *Liquor, Hospitality and Miscellaneous Workers Union* (LHMWU) et au *Service Employees International Union* (SEIU)¹⁹. Le nombre d'organisations, de collectifs, et de syndicats, a augmenté exponentiellement, et la communauté pour les droits des travailleuses du sexe est désormais constituée d'un large ensemble de groupes, incluant des syndicats, collectifs, groupes de pression, fournisseurs de services, associations de santé, et groupes de support.²⁰

La Première vague d'organisation de travailleuses du sexe a été catégorisée comme faisant partie des mouvements de « libération de la déviance » (« *deviance liberation* »), aux côtés de ceux pour les droits des gays et pour l'avortement, qui ont émergé dans les années 1970²¹. Certain-e-s ont affirmé que contrairement aux autres mouvements, les collectifs de prostituées étaient incapables de mobiliser des ressources matérielles et humaines, et étaient minées par une pauvreté de capital moral, matériel et humain²². D'autres soutiennent que, au delà des ressources, le succès ou l'échec des mouvements de travailleuses du sexe doivent être compris plus largement, en termes de lutte pour des intérêts entre d'autres acteurs engagés dans la réglementation du travail du sexe, incluant

le gouvernement local, la police, et les groupes communautaires²³. Ils concluent de la même manière que les associations de chaque vague ont eu peu d'influence aux Etats-Unis et au Royaume-Uni et seulement un peu plus en Nouvelle Zélande, aux Pays Bas, et en Australie, mais que tous ces cas ne représente guère plus qu'une réforme libérale. En effet, le consensus général au sujet des associations de travailleuses du sexe a généralement été pessimiste, considérant leurs résultats « incertains ou décevants », leur déniaient le statut de syndicat et les qualifiant plutôt de lobbys. Il est ainsi affirmé que la cohérence du mouvement est illusoire, que les mouvements ont manqué d'une base de masse, dépendant à la place de seuls organisateurs et de leaders charismatiques, et qu'ils ont échoué à établir des alliances avec d'autres mouvements syndicaux ou sociaux.²⁴

Pour les travailleuses, s'organiser dans des syndicats s'est souvent avéré être particulièrement problématique. Les réponses du mouvement syndical vont de l'indifférence à l'hostilité, en dépit de l'institutionnalisation du droit à s'organiser dans les traités nationaux et internationaux²⁵. Dans certains cas, les syndicats ont directement rejeté le droits des travailleuses du sexe à se syndiquer. À la *Women's Conference* du *Trade Union Congress* (TUC) au Royaume Uni en 2009, les déléguées ont voté contre la Motion 39, qui appelait à la décriminalisation de l'industrie du sexe et soutenait la syndicalisation des travailleuses du sexe. À la place, une motion est passée en faveur de la criminalisation de l'achat de sexe. Cette priorisation de la criminalisation des clients sur la solidarité avec les femmes de l'industrie du sexe est emblématique des attitudes actuelles à l'égard des travailleuses du sexe dans le mouvement syndical au Royaume Uni et au-delà. De nombreux problèmes additionnels demeurent aussi, comme la violence et le harcèlement de la part de la famille, de la police, ainsi que des problèmes organisationnels lorsque les travailleuses du sexe essaient de s'organiser collectivement²⁶.

Vers une troisième Vague ?

Parallèlement à ces deux premières vagues d'organisations des travailleur-se-s du sexe, une troisième vague semble émerger, en particulier des pays du Sud globalisé, plus spécialement en Inde et en Argentine. Le *Karnataka Sex Workers Union*, créé en 2006, s'est expressément constitué en syndicat, en s'affiliant à la *New Trade Union Initiative* (NTUI), qui a également organisé d'autres travailleur-se-s informel-le-s. Elle a aidé des femmes à s'inscrire sur les listes électorales, à se battre contre la criminalisation des clients, a produit des recherches, a fait pression sur le gouvernement au sujet de la violence contre les travailleur-se-s du sexe, et a construit des liens et des alliances avec d'autres organisations progressistes en plus de la NTUI²⁷.

En Argentine, l'AMMAR s'est également explicitement affirmé comme un syndicat, en s'alliant avec et en devenant membre de la confédération syndicale *Central de Trabajadores Argentinos* (CTA). Leur revendication initiale étaient simplement de ne plus être à nouveau arrêtées et détenues dans les vingt-quatre heures suivant leur remise en liberté. Depuis 1994, leurs revendications se sont élargies pour y inclure la fin des abus contre les travailleuses du sexe, l'abrogation des *Codigos de Faltas* et des *Codigos Contravencionales* (codes provinciaux qui permettent ces abus), pour que les violences contre les travailleuses du sexe soient prises au sérieux, et pour l'accès aux services de santé et autres prestations sociales. Comme d'autres organisations de travailleur-se-s du sexe, leur revendication principale est la reconnaissance du travail sexuel comme d'un travail. Les membres d'AMMAR identifient leur oppression comme émanant de trois sources : en tant que femmes dans une société patriarcale, en tant que membres de la classe des travailleur-se-s dans un monde capitaliste injuste et inégal, et en tant que travailleuses du sexe dans une société hypocrite aux deux poids, deux mesures (*double standards*)

Les femmes se situent elles-mêmes résolument dans la classe des travailleur-e-s, déclarant que

« nous nous reconnaissons comme faisant partie de la classe des travailleur-se-s parce que notre travail nourrit nos familles » et s'identifiant comme « des femmes sans opportunités qui choisissent cependant de ... faire ce travail²⁸ ». Cette accent mis sur le choix, à l'intérieur de certaines limites, contribue dans une certaine mesure à dépasser le débat polarisé autour du travail du sexe / de la prostitution. L'assertion de parité avec les autres travailleur-se-s est aussi bien pratique qu'idéologique. Elle permet des revendications pour une égale application de la loi et l'accès aux prestations dont jouissent les autres travailleurs, telles que les retraites et les prestations sociales, les régularisation, la question du logement, et les soins de santé. Une telle identité de classe a été très importante pour lier leur luttes particulières à un projet politique plus large et pour que les femmes puissent se sentir légitimes dans leurs revendications, puisqu'elles reconnaissent ainsi que leurs problèmes sont également partagés par les mineurs, les agents de propreté, les infirmières, et tous les autres travailleurs.²⁹

En 2007 l'AMMAR a été légalement reconnue comme une association à but non lucratif, gagnant ainsi le statut de *Personería Jurídica*. Elle se bat actuellement pour convertir ce statut en *Personería Gremial*, ce qui serait une reconnaissance du travail sexuel comme un travail et confèrerait à l'AMMAR le droit d'offrir des retraites, des soins de santé, et d'autres prestations, en accord avec les autres syndicats d'Argentine. Le syndicat compte entre deux et quatre mille affiliées à travers dix branches provinciales, et est en contact avec environ trente mille travailleuses du sexe par an. Les femmes qu'il représente ont plus de dix-huit ans et travaillent dans la rue de leur propre libre choix. Bien que le concept de « libre choix » soit complexe dans des conditions de contrainte structurelle, elles utilisent cette catégorie pour se distinguer de celles qui travaillent de manière forcée, par la coercition, la traite, les menaces, ou les tromperies. L'AMMAR cherche autant à obtenir des réformes légales qu'à permettre l'accès à la santé à travers des accords avec les hôpitaux et le Centre de Santé de Sandra Cabera à La Plata, la première clinique spécialement conçue pour les travailleuses du sexe.

Les succès de l'AMMAR et d'autres associations, telles que celles qui existent en Inde, indiquent l'émergence d'une troisième vague d'organisation de travailleur-se-s du sexe, qui demandent de réévaluer les conclusions pessimistes précédentes. À la lumière de cela, la partie suivante de cet essai s'intéresse à certains des moyens par lesquels, à travers une alliance avec la CTA, l'AMMAR a réussi à accomplir un changement politique et social pour les travailleuses du sexe en Argentine. Nous commencerons avec une discussion sur la genèse de la CTA, et le développement des rapports entre les deux organisations, puis considèrerons certains des moyens grâce auxquels ils ont pu collaborer et développer un soutien et une solidarité mutuels.

L'émergence de la CTA

Le 17 Décembre 1991, en pleine restructuration économique néolibérale intense, un groupe de leaders syndicaux, d'associations, et de représentants, se sont rencontrés à Burzaco, Buenos Aires. Dérégulation, privatisation, et libéralisation de l'économie Argentine avaient résulté en une baisse de vingt-trois pour cent du PIB par habitant entre 1981 et 1989, et le chômage atteignait en 1995 vingt pour cent dans l'agglomération de Buenos Aires. À travers le pays, cinquante pour cent de la population vivait dans une extrême pauvreté, et quarante-cinq pour cent de la population active était au chômage ou sous-employée.³⁰ Des *piquetes* (piquets) se dressèrent à travers le pays alors que les *piqueteros* (chômeurs dont la survie a été décimée par le poids de la crise) bloquaient les principales artères et autoroutes, réclamant une sécurité sociale, du travail, et un soutien gouvernemental. En 1997, le pays fut immobilisé par seulement soixante-dix-sept barrages routiers. En plus des chômeurs, certains des plus affectés étaient les fonctionnaires. Enragés par le non-paiement, la réduction des salaires, et le chômage dû à la privatisation et à l'austérité, les fonctionnaires

rejoignirent les *piqueteros* sur les barrages. Debout ensemble sur les piquets de grève, les deux groupes commencèrent à se rendre compte des similarités entre leurs luttes et à reconnaître l'incapacité du système du syndicalisme corporatiste à les aider dans la nouvelle situation dans laquelle ils se trouvaient.³¹

Lorsque les enseignants, les fonctionnaires, les chômeurs, les potiers indépendants, les travailleurs de la métallurgie, et les mécaniciens se rencontrèrent à Burazco, ils se mirent d'accord sur le fait que la nouvelle configuration du pouvoir entre l'État, le capital, et le travail, a favorisé une culture de la survie qui expose les limites de la structure actuelle du mouvement syndical, et représenté un défi fondamental à celui-ci.³² Condamnant la manipulation active de l'économie aux bénéfices des dominants économiques, et la complicité du mouvement syndical existant, ils proposèrent un projet politique alternatif qui serait capable de rendre compte des circonstances nouvelles auxquelles fait face la classe des travailleur-se-s.³³ Un an plus tard, en 1992, avec les travailleur-se-s du secteur public de la *Asociación de Trabajadores del Estado* (ATE, ou Association des Travailleurs d'État) et les enseignants de la *Confederación de Trabajadores de la Educación de la República Argentina* (CTERA, ou Confédération des travailleur-se-s de l'éducation) aux commandes, plusieurs syndicats se sont désaffiliés de la fédération syndicale historique *Confederación General de Trabajo* (CGT, ou Confédération Générale du Travail), qui avait été institutionnalisée sous Perón, dans les années 1940. La CTA était née. Ses objectifs étaient de créer « un espace pour la réorganisation des forces pour cent pour cent de la classe des travailleur-se-s, » en contraste avec le système précédent dans lequel « soixante-quinze pour cent en restaient exclus³⁴ ».

Pour aller au-delà du « pouvoir du stylo » (*power of the pen*)³⁵, pour organiser les travailleur-se-s qui n'avaient pas la capacité de signer des conventions collectives et représentent cependant cent pour cent de la classe ouvrière, la CTA a dû repenser la structure solidement établie des politiques syndicales en Argentine et les compréhensions dominantes sur la nature du travail. Premièrement, la CTA a commencé par l'affirmation que les travailleur-se-s étaient des travailleur-se-s, peu importe leur statut de travail actuel, en particulier s'ils étaient ou non au chômage. Un second aspect était lié au rapport qu'ils entretenaient à l'exploitation. Si un individu vit seulement de son travail et non de l'exploitation d'autres, l'individu était considéré comme un travailleur. Un travailleur était « quelqu'un qui vit de son travail, quelqu'un qui vit par son travail, uniquement de son travail³⁶ ». Une telle conceptualisation a permis l'inclusion de secteurs traditionnellement syndiqués aussi bien que d'organisations de *piquetero* comme la *Unión de Trabajadores Desocupados* (UTD, ou Syndicat des Travailleurs Inemployés), les associations de retraités, dont le *Centro de Jubilados de La Matanza* (Centre des Retraités de La Matanza) et les *Jubilados del Banco Provincia* (Retraités de la Banque Provinciale), et des associations dédiées à des enjeux plus larges de justice sociale, dont la *Federación de Tierra, Vivienda y Hábitat* (FTV, ou Fédération de la Terre, du Logement, et de l'Environnement) et le *Movimiento Nacional de los Chicos del Pueblo* (Mouvement National des Enfants).

Devenir des sujets de la classe ouvrière : l'AMMAR et la CTA

Malgré la fin de la terreur d'État systématique après 1983, avec la chute de la junte militaire, la répression contre les travailleuses du sexe a continué sans relâche. En plus de soumettre les travailleuses du sexe à des pots-de-vin et à des attaques quotidiennes, la police utilisa les codes provinciaux pour détenir arbitrairement les femmes jusqu'à trente jours. En 1994, Elena Reynaga – désormais secrétaire générale de l'AMMAR – et plusieurs autres femmes travaillant aux coins de Constitución, à Buenos Aires, commencèrent à se rencontrer. Leurs réunions attirèrent l'attention, et la répression contre elles s'intensifia. Même lorsqu'elles se rencontraient chez elles, la police pouvait arriver à tout moment, les arrêter, les emmener, et les détenir dans des cellules sales et inhumaines.

Deux anthropologues qui avaient fait des recherches sur le travail du sexe dans la ville furent frappées par l'intensité de la répression et mirent les femmes en contact avec un membre du syndicat des employés publics, ATE. L'ATE avait une branche à Constitución, et les membres offrirent aux femmes un lieu pour qu'elles se rencontrent. Mais la police continua à les cibler. Cependant, elles disposaient désormais d'une certaine protection, et quand la police menaçait d'emmener les chaises, les ordinateurs, et le contenu du bureau, le secrétaire général de ATE fut intransigeant : « tant que je serai de ce monde, ils ne prendront rien d'ici, c'est à vous maintenant, ils ne peuvent pas venir ici³⁷. »

En Mars 1995, à la suite des négociations avec l'ATE et des membres de la CTA, les femmes se firent donner un petit bureau dans une cellule du bâtiment de la CTA. Il contenait seulement quelques chaises usées et un téléphone fonctionnant difficilement. Pendant deux ans elles restèrent à cet endroit, seules, avec peu d'attention de la part des autres militant-e-s de la Central, et faisant souvent face à des discriminations et à des exclusions lorsqu'elles interagissaient avec d'autres membres de la CTA. Finalement, deux hommes commencèrent à venir en bas, boire du maté et parler avec elles³⁸. Au cours de leurs conversations, Victor de Gennero et Nestor Piccone commencèrent à leur fournir un peu d'éducation politique, à les interroger sur leurs revendications et leurs raisons de s'organiser. Reynaga dit qu'elle était tellement ignorante qu'elle ne connaissait même pas le sens du mot « revendication ». Elles avaient vraiment très peu conscience de ce que signifiait le fait d'être dans une fédération de travailleur-se-s, « c'était comme si nous tombions du ciel³⁹ ».

Lorsque Reynaga et ses collègues arrivèrent à la CTA, elles n'arrivèrent donc pas avec un programme politique, mais développèrent plutôt leur identité politique à travers les interactions avec les *compañeros* de la CTA et en participant aux réunions. En écoutant patiemment, elles commencèrent à s'engager. À La Plata, Martinez participa pendant deux ans sans dire un mot. « J'écoutais et ne dirais rien », dit elle, « jusqu'au jour où j'ai ouvert la bouche... et maintenant ils ne peuvent plus m'arrêter⁴⁰. » À travers de telles interactions, l'AMMAR ne développa pas seulement une critique des conditions de l'industrie du sexe, mais ses membres développèrent également une analyse plus large de l'exploitation, des discriminations de genre, et de l'oppression de classe, en liant leur travail et leur lutte à toutes les formes d'exploitation, couvrant des espaces de la *maquiladora* et du *bordello* à la rue. La réponse à l'exploitation, arguaient-elles, n'est pas de chercher à abolir les industries (dont l'industrie du sexe), mais de donner aux exploité-e-s les outils pour s'organiser eux-mêmes et pour créer les conditions dans lesquelles tous les travailleurs sont libérés des contraintes économiques ou physiques. À la lumière de ceci, le premier objectif de l'AMMAR était :

Qu'un jour il n'y ait plus de femmes qui exercent ce travail par nécessité⁴¹. Cependant, comme nous ne détenons pas les clés de la vérité, nous laissons la discussion ouverte quant à la question de savoir si – dans le futur dont nous rêvons – il y aura des femmes qui veulent tout de même faire ce travail.⁴²

L'AMMAR abandonne ainsi tout débat idéologique sur les fondations morales du travail du sexe, et s'engage à la place dans un projet politique de plus grande ampleur et plus exigeant pour changer la distribution des ressources et du pouvoir, avec l'espoir de permettre aux travailleur-se-s de prendre de réelles décisions sur leur vie et leur travail.

L'éducation politique offerte par la CTA alla dépassa dès lors la simple transmission aux femmes d'une compréhension de classe et de l'identité de classe. La CTA développa également des explications sur les théories et expériences de l'organisation et refit l'histoire de l'organisation de la classe ouvrière et de la lutte ouvrière. Au-delà, les femmes apprirent aussi le collectivisme et la camaraderie : « ils nous apprirent tant au sujet de ce que ça signifiait d'être un collectif, ce que c'est

Coopération et *compañerismo* au sein de la CT

En 2001, l'AMMAR devint membre officiel de la CTA, mais l'ampleur du soutien interne ne fut pas instantané, et l'organisation ne fut pas accueillie à bras ouverts par tous les membres de la fédération. Des discriminations envers les travailleur-se-s du sexe furent à l'ordre du jour à l'intérieur de la CTA aussi bien qu'à l'extérieur, et son inclusion mis son ouverture à l'épreuve⁴⁴. De nombreux membres de la fédération pensaient que De Gennaro était « mauvais » et se plainquirent, demandant « que fait-il à ramener des prostituées dans la CTA ? Mais qu'ont-elles donc à voir avec ça⁴⁵ ? ». Même les membres de la CTA qui étaient enclins à soutenir l'AMMAR ressentirent une tension entre leur solidarité idéologique et un désir pratique de se distancier eux-mêmes des travailleuses du sexe. En 2002, la seconde Marche Nationale de l'AMMAR eut lieu à Mar des Plata, une ville côtière de la province de Buenos Aires. Vingt-deux travailleuses du sexe avaient été tuées durant les trois dernières années dans la ville. Tous les cas restaient irrésolus et reçurent peu d'attention de l'État ou des médias. L'AMMAR organisa une marche pour réclamer la fin des violences contre les travailleuses du sexe et la fin de l'impunité pour les assassins. Des membres d'AMMAR étaient accompagnées à la marche par la *Asociación de Trabajadores del Campo* (ATC, ou Association des Travailleurs Ruraux), la *Unión de Trabajadores de la Educación* (UTE, ou Syndicat des Travailleurs de l'Éducation), et le mouvement de la jeunesse de la CTA de La Plata et Buenos Aires. Maghy Panno, membre de l'ATE, accompagna la marche, mais réalisa alors qu'elle avait un certain nombre de réserves quant à celle-ci. En choisissant un *chaleco* (dossart du syndicat) d'une pile à porter pendant la marche, insista pour porter une veste de l'ATE. Elle le portait car il représentait sa place dans le syndicat auquel elle appartenait, mais il lui apparut également qu'elle voulait accompagner les femmes « c'est comme si j'avais besoin de m'identifier comme non travailleuse du sexe⁴⁶. »

Ce conflit n'était pas confiné seulement aux membres femmes, cherchant à éviter la contagion du stigmate de pute, mais était aussi exprimé par plusieurs hommes⁴⁷. Fabio Basteiro, secrétaire général du syndicat de l'aéronautique, fut l'un des premiers membres de la CTA à accompagner les femmes dans les marches. Pourtant, quand il s'agissait de manifester devant le département de police, il restait à une certaine distance. Bien qu'il supporta leur lutte, « tu étais avec les putes et travestis... et même si j'allais avec elles, je n'étais pas au front. On ne pouvait pas être vu être là⁴⁸ ». Mais, ce n'était pas seulement un sentiment de honte ou d'embarras qui bloqua la coopération des militant-e-s de la CTA avec l'AMMAR, mais aussi une certaine incertitude au sujet des nouvelles politiques que cela entraînait. Basteiro dit qu'il n'était pas « totalement convaincu » par l'argument que la lutte des travailleuses du sexe pouvait être incluse aux côtés de celles des fonctionnaires, des travailleur-se-s de l'aéronautique, et d'autres, dans les politiques de la CTA. De la même manière, Carlos Sanchez, un assistant administratif d'AMMAR, dit que lui aussi s'était interrogé sur le fait de savoir si c'était approprié, vu les conceptions idéologiques du travail, mais à travers les débats, et voyant les « faits concrets de leur vie quotidienne », il commença à comprendre que « oui, c'est un travail⁴⁹ ».

L'AMMAR reconnu ces résistances et anxiétés et se tourna vers la sensibilisation à l'intérieur du syndicat, en proposant des discussions et en organisant des ateliers pour informer les membres des raisons de leur lutte et pour prouver qu'elles n'étaient pas « venues pour voler leur maris ou *compañeros*⁵⁰ ». Alors qu'elles engagèrent le dialogue avec les militant-e-s et parlèrent de leurs expériences, avec le soutien de certains des membres les plus impliqués, tels De Gennero et Piccone, les femmes obtinrent l'appui de plus de membres de la CTA.

Après cet investissement en temps et en travail, une décennie plus tard, en 2007, des organisations locales de la CTA rejoignirent l'AMMAR le 1er décembre, Journée Internationale des Travailleur-se-s du

Sexe, pour célébrer la lutte pour faire cesser la violence envers les travailleur-se-s du sexe. À Cordoba, l'AMMAR et des membres de la CTA distribuèrent des informations pendant que des musiciens et groupes fournissaient la bande son. Pendant ce temps, à La Plata, la CTA Jeunesse, des associations communautaires, et des retraités, distribuaient des préservatifs, brochures, et informations durant une fête de rue.

En 1997, quand les Madres de la Plaza de Mayo firent irruption dans un espace public qui avait été muselé par la junte, l'espace public s'institutionnalisa dans le répertoire politique litigieux de l'Argentine. L'émergence des *piquetes*, le soulèvement des *asambleas* de quartier, les rassemblements et manifestations continus, et l'art de rue des Madres, les *Hijos (Hijos por la Identidad, la Justicia, contra el Olvido y el Silencio, ou Enfants pour l'Identité, la Justice, Contre l'Oubli et le Silence)*, et d'autres mouvement anarchistes, féministes, et ouvriers, ont encore plus érigé la manifestation comme méthode principale de contestation et de résistance. Dès lors, les événement publics bénéficient en particulier du soutien de la CTA, qui fournit une aide pour les femmes pour qui le rassemblement public est un engagement difficile. Le stigmate du travail du sexe fait que de nombreuses femmes sont incapables de rejoindre les manifestations d'AMMAR, même en portant des masques pour dissimuler leur identité. La CTA les aida donc en fournissant « les pieds sur terre » et en permettant aux femmes d'occuper l'espace public d'une manière frappante et signifiante, même avec un petit nombre de personnes. En plus de la présence régulière à l'extérieur des postes de police et législatures provinciales, neuf mille personnes marchèrent pour demander justice pour Sandra Cabrera, la militante de l'AMMAR assassinée en 2004.⁵¹ L'AMMAR et la CTA ont aussi collaboré en utilisant des méthodes de protestation pour créer des spectacles et attirer l'attention. Peut-être plus efficacement, l'AMMAR et le syndicat des acteurs organisèrent un *paraguazo* (contestation sous le parapluie), en utilisant des parapluies vivement colorés et peints de manière artistique. Bien que seules cinquante personnes y participèrent, la tactique esthétique et la nouveauté capta le regard des médias : « Imaginez ça ! L'association des acteurs avec les travailleuses du sexe, c'était vraiment quelque chose⁵². »

L'AMMAR est désormais solidement intégré dans neuf branches de la CTA, dans des villes aux quatre coins de l'Argentine. Dans les provinces de Entre Ríos, Córdoba, Rio Negros, Jujuy, alta, Mendoza, Buenos Aires, Santa Fe, et l'agglomération de la ville de Buenos Aires, l'AMMAR a été fourni en bureaux et contacts sociaux et politiques à travers l'intégration aux branches locales de la CTA. La disponibilité de l'espace à l'intérieur des bâtiments de la CTA a permis la création d'une école primaire à laquelle participent à la fois des travailleuses du sexe et leurs enfants, de procurer un espace sécurisé pour les tests HIV, et de tenir des ateliers, et offert une place consistante pour que les femmes se rencontrent. En plus de fournir une protection, la provision d'un espace physique a également permis la création de réseaux politiques et sociaux. De telles connections ont été impératives pour qu'AMMAR puisse obtenir plusieurs victoires significatives, principalement en termes de combat juridique. Afin de s'organiser contre la corruption et les abus de la police, l'abrogation d'articles des codes provinciaux locaux fut au centre des campagnes et objectifs d'AMMAR. À La Plata, AMMAR s'est allié avec le *Movimiento Anti Discriminación de La Matanza* (MAL, ou Mouvement Anti-Discriminations de La Matanza), dont les membres reconnaissent les enjeux plus larges en lien avec les codes provinciaux qui sont aussi largement utilisés contre les femmes trans, les jeunes, les sans-abris, et les travailleur-se-s inemployé-e-s qui gagnent leur vie dans la rue. À Mendoza, Rio Negro, et Córdoba, les représentants officiels de la CTA et d'autres organisations à l'intérieur de la CTA ont de la même manière soutenu des campagnes pour abroger ces articles, bien que généralement avec un succès limité.

L'abrogation de l'article 45 de la Loi Provinciale 3815 du *Codigo Contravencionales*, qui pénalise la prostitution à Entre Ríos a cependant été la plus grande victoire d'AMMAR. En 2003, des membres du syndicat CTERA, des avocats de la CTA, et l'AMMAR commencèrent à faire pression sur la législature

provinciale pour abroger le code provincial à Entre Ríos. Ils firent face à une forte résistance. Les pasteurs évangéliques arguèrent que l'abrogation sanctifierait le péché, et la police arrêta plus de vingt femmes durant un week-end de Mai, agissant sur de fausses demandes selon lesquelles les résidents du voisinage les avaient appelé pour restaurer l'ordre. Quand les femmes contactèrent les membres de la législature pour discuter de l'intensification de la répression et des effets des codes sur leur bien-être, les législateurs refusèrent. Cependant, quand des membres de la CTA les contactèrent pour parler de la loi ils acceptèrent de les rencontrer. Sans leur soutien, Claudia Carranza, secrétaire de la branche d'AMMAR-Entre Ríos, pense qu'elles auraient été incapables d'obtenir l'abrogation. La CRA ouvra les portes pour les femmes parce que « pour les officiels, la CTA est un meilleur mot. Ce sont des travailleurs⁵³ ».

Quand la loi fut finalement votée dans la législature, l'exécutif mit son veto – bien que la situation se renversa par la suite – et des secteurs de la police dirent que leurs départements refuseraient de la respecter. Cependant, les femmes travaillent désormais dans la ville de Paraná et dans la province de Entre Ríos sans être harcelées par l'État et ne doivent plus subir de menaces, payer des pots-de-vin, ou faire les frais de raids policiers. Beaucoup voyagent quarante minutes en bus depuis la proche Santa Fé pour travailler à Paraná, en raison de la sécurité relative et des meilleures conditions ainsi fournies. Pendant une campagne, également victorieuse, pour renverser les *Edictos Policiales* (Décrets Policiers) à Buenos Aires en 1995, l'AMMAR forma un groupe appelé Voisins pour la Coexistence Paisible avec plusieurs organisations qui faisaient partie ou étaient liées à la CTA, dont les *Madres de Plaza de Mayo – Linea Fundadora*. En plus de faire pression sur les sénateurs et les représentants du gouvernement, le groupe développa une stratégie d'action directe, en mobilisant des membres du groupe pour appeler les postes de police lorsque des femmes étaient arrêtées⁵⁴. En 1998, les Voisins obtinrent l'abrogation des *Edictos Policiales*, et depuis, aucune femme de Buenos Aires n'a été arrêtée pour avoir pratiqué le travail sexuel. Des tactiques similaires à celles utilisées dans la capitale sont désormais reproduites à travers le pays. Sur une base quotidienne, les membres de la CTA sont alertés quand une femme est arrêtée, et le poste de police détenant la femme reçoit vite des appels des représentants de la CTA, allant des membres concernés aux secrétaires généraux, tel Oscar Mengarelli à Córdoba. La tactique fonctionne, selon Mengarelli, car « lorsqu'ils voient qu'il y a une organisation derrière elles, ils les traitent différemment, ils les laissent partir⁵⁵ ». Quand les militantes d'AMMAR étaient continuellement la cible d'arrestations à Jujuy en 2008, la secrétaire de la branche, accompagnée d'Anabella Yananci, Secrétaire aux Droits Humains de la CTA-Jujuy, se rendit à une réunion avec plusieurs juges pour soutenir les plaintes d'AMMAR contre la police.⁵⁶ Mais les membres du bureau national de la CTA peuvent également utiliser leur position pour apporter leur soutien au-delà de l'échelle de la province. En 2005, plusieurs femmes travaillant dans la rue ont été assassinées à Córdoba, dont Andrea Machado, qui a disparu alors qu'elle travaillait. L'Etat répondit avec apathie et indifférence, et les assassins n'eurent jamais traduits devant la justice. Aux côtés d'officiels locaux de la CTA, des membres bien connus du bureau national ont voyagé en bus pour participer à une marche appelant à la justice pour celles qui avaient été tuées et pour afficher leur solidarité avec les travailleuses du sexe. Trois ans après, le 12 Avril 2008, Carlos Garcia était reconnu coupable du meurtre d'Andrea Rosa Machado. L'affaire fut une décision historique. Personne avant n'avait été reconnu coupable de meurtre d'une travailleuse du sexe en Argentine. Pendant le procès, Hugo Yasky, secrétaire général de la CTA, voyagea dix heures de Buenos Aires à Córdoba pour assister au prononcé de la peine, aux côtés des secrétaires d'AMMAR. Sa présence avait pour but de « ne laisser personne.. dans le doute. Elles sont nos camarades, nous les soutenons, nous les aimons, et nous les défendrons jusqu'à la mort [...]⁵⁷ ».

Bien que n'étant pas une organisation riche, la CTA a fourni tout un ensemble de ressources dont les femmes ont pu tirer parti, dont des bureaux, des écoles, de l'éducation, des ordinateurs, et des événements sociaux. À Buenos Aires, l'AMMAR a mis en commun des ressources avec CTERA, le *Movimiento Territorial de Liberación* (MTL) et la CTA jeunesse, afin de développer une

microentreprise, faire des uniformes scolaires pour les travailleur-se-s cherchant du travail, à changer de métier, ou à compléter leurs revenus. En plus des ressources matérielles, ils ont aussi partagé une variété de différents savoirs et outils. Les militant-e-s de la CTA ont offert aux femmes des conseils pour gérer les médias, leur ont appris des techniques de sélection, de négociation, et de présentation. Tous ces outils se sont révélés être extrêmement importants, dit Reynaga « parce qu'une minute de télévision vaut plus qu'une marche de mille personnes⁵⁸ ».

En plus d'apprendre aux femmes à gérer les relations avec les médias, les membres de la CTA leur ont également permis d'y avoir accès. Dans les moments initiaux de l'entrée d'AMMAR à la CTA, Nestor Piccone glissait insolemment des articles au sujet de l'organisation dans la newsletter interne de la CTA, sans l'accord du comité central et souvent à son grand dam.⁵⁹ Des syndicats tels que *El Círculo Sindical de la Prensa y la Comunicación de Córdoba* (CISPREN, ou le Cercle Cordobés Syndical de la Presse et de la Communication) ont, de la même manière, aidé à placer des histoires au sujet de l'AMMAR dans les journaux locaux et nationaux et attiré l'attention et le respect pour ces femmes. L'AMMAR est désormais capable d'obtenir de la visibilité de son propre chef, comme l'a remarquablement démontré la photographie d'Elena Reynaga parlant à la conférence internationale sur le SIDA à Mexico, sur la page frontale de Clarín, un des plus importants quotidiens argentins, en Août 2008.

L'affiliation à la CTA a ainsi été inestimable pour l'AMMAR, non seulement en termes de provision d'espace matériel et politique, mais aussi par rapport à leur soutien institutionnel, à leur respect, et à leur reconnaissance. Il leur a permis d'accéder à des personnes et à des espaces de pouvoir, dont les législatures, évêques, et sénateurs locaux et nationaux. Cela ne leur a pas seulement permis de traduire des systèmes légaux complexes et d'expliquer l'idiosyncrasies de procès et conventions particulières, mais aussi de leur donner plus de poids institutionnel. Cependant, un certain nombre de problèmes persistent, des branches d'AMMAR continuent à dépendre de figures sympathiques à l'échelle provinciale. Dans la ville conservatrice de Santiago del Estero, malgré le fait qu'elles se soient fait allouer un bureau à l'intérieur de la CTA, les militantes d'AMMAR ont été sommées de quitter les lieux par des membres de l'organisation locale qui étaient réticent-e-s à coopérer avec ces femmes. De plus, certains arguent plus généralement que la CTA a été affaiblie par la défection de la FTV de l'exécutif de la CTA et par des désaccords à l'intérieur de la direction sur le soutien aux gouvernements Péronistes de Kirchner⁶⁰. Par ailleurs, la CTA reste limitée dans sa capacité à fournir de pleins services syndicaux à ses membres. À l'heure où j'écris, la CTA est encore engagée dans une lutte pour des statuts syndicaux, et la CGT reste la seule confédération à avoir un statut Gremial, qui ne revêt pas une importance que symbolique, mais continue à leur dénier le droit de distribuer une sécurité sociale et des prestations sociales.

Réciprocité : la contribution d'AMMAR

L'AMMAR a persuadé la CTA de la pertinence de leur inclusion, non seulement par le dialogue, mais aussi par un engagement politique concret. Les secrétaires de la branche d'AMMAR ont pris des responsabilités en tant que membres élues de la CTA, fournissant souvent les secrétaires provinciales au genre et à l'égalité, et Reynaga est la secrétaire du bureau national. Au procès de Menendez, un général brutal de la *junte* militaire, des membres d'AMMAR-Córdoba se sont tenues côte-à-côte avec la secrétaire générale de la CTA, des membres de la CTA Jeunesse, et le bureau provincial, qui demandaient justice pour les disparus. L'AMMAR a mené des campagnes éducatives à l'intérieur de la CTA sur le VIH/SIDA et a formé des membres de la CTA à être des « multiplicateurs de santé », qui informent et éduquent les autres sur la santé sexuelle, rendant réciproque le processus éducatif et faisant de la santé sexuelle un enjeu essentiel de santé pour tou-te-s les travailleur-se-s. À Salta, des militantes d'AMMAR ont coopéré avec la Federacion de Tierra y Vivienda (FTV, ou Fédération de la

Terre et du Logement) et le *Movimiento Territorial de Liberacion* (MTL, ou Mouvement Territorial de Libération) pour construire des logements coopératifs. Ainsi, bien que les premiers jours de soutien pour les femmes aient dépendu d'individus forts et soutenant l'organisation, les actes de solidarité d'AMMAR les ont gagné à une base plus large de respect parmi les *compañeros* de la CTA et ont ancré leur statut d'alliés politiques et de *compañeras*.

Peut-être plus important encore, l'inclusion d'AMMAR a aussi produit de nouvelles formes de solidarité dans la CTA. Bien que la large définition de la CTA des travailleurs était nécessaire pour permettre l'entrée d'AMMAR, sa présence a aussi clarifié et fortifié cette conceptualisation. Des militant-e-s de la CTA affirment que cela les a aidé à regagner et à enrichir le sens donné au terme solidarité⁶¹. De nombreux-ses militant-e-s disent aussi que l'incorporation de ces travailleur-se-s a joué un rôle important et définitif pour renforcer leur compréhension de comment s'organiser, en dessinant plus clairement la conception autour de laquelle l'organisation est basée et clarifier sa position politique en lien avec le travail et l'identité de classe. Même les militant-e-s de longue date dans des organisations de gauche ou progressistes m'ont dit « j'ai une conception de la classe.. et je te le dis, elles m'ont aidé à redécouvrir cette question de la classe, qui fait partie de la classe ».

L'inclusion des travailleuses du sexe a aussi transformé certains éléments de la culture syndicale. Les membres de la CTA témoignent qu'AMMAR a renforcé le sens de l'ouverture et de l'appartenance de l'organisation et a mis au défi nombre de ces attitudes machistes. Megarelli exprima comment son intolérance sur l'homosexualité et l'identité de genre fut mise au défi par l'arrivée des travailleuses du sexe et qu'il reconnaît maintenant une gamme plus large de personnes « avec qui tu peux marcher vers ce rêve de transformation sociale⁶² ». En mettant au défi l'homophobie excluante et les attitudes sexistes dans le syndicat, l'inclusion des travailleuses du sexe a ouvert un espace pour les individus et les groupes qui avaient précédemment été exclus ou ne se seraient pas senti à leur aise, aussi bien que pour les autres travailleurs avec des relations atypiques ou ceux dont le travail n'est généralement pas reconnu comme un travail. Alejandra Angriman, secrétaire au genre dans la CTA, réaffirma que ces expériences d'AMMAR leur ont donné un plus grand sens de la stratégie. En utilisant les exemples des *cartoñeros*⁶³, que la CTA commencent juste à organiser, elle réaffirma le droit à s'organiser comme un des principes fondateurs de la CTA. Au-delà de ça, dit-elle, « Si tu commence à te demander si c'est un travail, ou pas un travail, alors tu commence à compliquer celui-ci⁶⁴ ».

Conclusion : Leçons d'Argentine

L'AMMAR a permis la décriminalisation du travail du sexe dans la province d'Entre Ríos, a établi des accords de police à Buenos Aires, et développé plusieurs services pour les travailleur-se-s du sexe. Le discours du travail du sexe remplace de plus en plus celui de la prostitution dans les médias de masse et la culture politique, et les militantes d'AMMAR ont des sièges au programme provincial sur le VIH/SIDA et une voix dans la prise de décision politique nationale. Ainsi, la tendance des commentateurs qui trouvent ou prédisent un échec dans l'organisation des travailleur-se-s du sexe semble prématurée. De telles analyses ont exclu les exemples ayant le plus de succès de l'organisation dans le Sud Global et est basée sur des approches qui tendent à ignorer les structures et le processus de travail actuel du travail du sexe, reflétant souvent une ambivalence au sujet de l'inclusion des travailleur-se-s du sexe dans les luttes et organisations ouvrières. Surtout, de telles analyses ont souvent reposé sur des modèles dépassés, statiques, de syndicalisme industriel qui sont maintenant fréquemment inappropriés non seulement pour les travailleur-se-s du sexe mais pour une large proportion des travailleur-se-s⁶⁵.

La fourniture de matériel et d'un espace symbolique à l'intérieur de la CTA a été essentielle pour ces

réussites, en partageant les ressources, en institutionnalisant l'AMMAR, et en permettant des liens avec d'autres acteurs et organisations autour d'enjeux de justice sociale, économique, et politique. Plus important encore, cela a permis de soutenir leur reconnaissance en tant que travailleur-se-s, leur a fourni une légitimation, et leur a permis l'accès à des espaces où elles étaient incapables d'entrer seules. C'était la large définition du travail et des travailleur-se-s défendue par la CTA qui a permis à la CTA d'intégrer l'AMMAR dans la confédération. En définissant et en incluant les femmes de l'industrie du sexe comme des travailleur-se-s, la CTA a priorisé leur droit à s'organiser et à s'engager dans des luttes concrètes immédiates au-dessus du dégoût, de l'embarras, et des débats abstraits et pénibles au sujet du statut du travail du sexe⁶⁶.

Ce rapport reflète une tendance croissante dans le Sud, mais elle a été plus longue à être prise en mains par les syndicats et les mouvements ouvriers dans le Nord. La CTA a défié les théories ossifiées et les pratiques d'éligibilité pour l'affiliation syndicale qui ont persisté dans de nombreux mouvements ouvriers contemporains et qui continuent d'écarter une revitalisation et croissance. Ça a bougé au-delà d'une fixation sur les contrats formels, les lieux de travail fixes, et le rapport direct avec les employeurs comme indicateurs non seulement d'éligibilité au mouvement ouvrier mais aussi d'organisabilité. Comme le travail est devenu de plus en plus précaire, informel, temporaire, contingent, et « non-standart », il y a une urgence croissante à reconnaître de nouvelles stratégies victorieuses et imaginatives. Mais réussir ce partenariat entre l'AMMAR et la CTA a requis un degré significatif d'ouverture et de flexibilité, non seulement à l'intérieur de la structure organisationnelles, mais aussi dans les esprits des autres syndicalistes, aussi bien que des efforts considérables par les travailleuses du sexe pour éduquer le mouvement ouvrier et attirer son attention sur leur lutte.

Cet essai a permis d'effleurer l'histoire cachée de l'organisation dans l'industrie du sexe qui a largement été absente des histoires des femmes de la classe ouvrière. Les travailleuses du sexe en Argentine et au-delà font leur histoires visibles à travers l'action politique, souvent face à une répression extrême et violente. C'est le rôle des syndicats comme représentants de la classe ouvrière de développer les organisations, structures, et approches qui peuvent inclure, intégrer, et renforcer la solidarité avec les travailleuses du sexe, mais en tant que théoriciens et historiens ouvriers, c'est notre travail de faire sortir ces histoires des marges et de les inscrire fermement dans les récits du militantisme de la classe ouvrière.

Traduit de l'anglais par [Morgane Merteuil](#)

¹ J'utilise ici le mot « prostituée » pour ne pas faire d'anachronisme

² Osvaldo Bayer, *Poetas y Putas* (Buenos Aires, 2008), 10.

³ Bayer, *Poetas y Putas*, 10.

⁴ Pour un aperçu de ces débats, voir Leah F. Vosko, "Representing Informal Economy Workers : Emerging Global Strategies and Their Lessons for North American Unions," in *Sex of Class: Women Transforming American Labor*, ed. Dorothy Sue Cobble (Ithaca, 2007), 272-292; Janice Fine, *Worker Centers: Organizing Communities on the Edge of the Dream* (Ithaca, 2006).

⁵ Pour des contributions récentes à cette littérature, voir Bob Carter, "Trade Union Organizing and Renewal: A Response to de Turberville," *Work, Employment and Society* 20 (2006): 415-426; Andy Cumbers, "Genuine Renewal or Pyrrhic Victory? The Scale Politics of Trade Union Recognition in the

UK," *Antipode* 37 (2005): 116-138; Jane Wills "Community Unionism and Trade Union Renewal in the UK: Moving Beyond the Fragments at Last?" *Transactions of the Institute of British Geographers* 26 (2002): 465-483; Graham Taylor and Andrew Mathers, "Social Partner or Social Movement? European Integration and Trade Union Renewal in Europe," *Labor Studies Journal* 27 (2002): 93-108.

6 Voir Elizabeth Hill, "Women in the Indian Informal Economy : Collective Strategies for Work Life Improvement and Development," *Work, Employment and Society* 15 (2001): 443-464; Jonathan Gershuny, "La economia informal: su papel en la sociedad postindustrial," in *Solidaridad y produccion informal de recursos*, ed. Rene R Millan (Mexico City, 1994), 107-128; Sylvia Chant and Carolyn Pedwell, *Women, Gender and the Informal Economy: An Assessment of ILO Research and Suggested Ways Forward* (Geneva, 2008); Aditi Kapoor, "The SEWA Way: Shaping Another Future for Informal Labour," *Futures* 39 (2007): 554-568.

7 Vosko, "Representing Informal Economy Workers"; Dan Gallin, "Organizing in the Informal Economy," in *Unprotected Labour: What Role for Unions in the Informal Economy?*, ed. International Labor Organisation (Geneva, 2002), 127; Dan Gallin, "Propositions on Trade Unions and Informal Employment in Times of Globalisation," *Antipode* 33 (2001): 531 - 549; Lourdes Beneria, "Shifting the Risk: New Employment Patterns, Informalization, and Women's Work," *International Journal of Politics, Culture, and Society* 15 (2001): 27-53; Helen Safa, "Economic Restructuring and gender subordination," *Latin American Perspectives* 22 (1995): 32-50; Marilyn Carr and Martha Alter Chen, "Globalization and the Informal Economy: How Global Trade and Investment Impact on the Working Poor," WIEGO (2001), www.wiego.org/papers/carrchenglobalization.pdf, accessed July 17, 2009; Martha Alter Chen, Renana Jhabvala, and Frances Lund, "Supporting Workers in the Informal Economy: A Policy Framework Paper for ILO Task Force on the Informal Economy," WIEGO (2002), <http://www.wiego.org/papers/policypaper.pdf>, accessed July 17, 2009.

8 Une telle ossification ignore les longs débats hitorqieus au sujet des critères de ce qui constitue un travail et de qui constitue un-e travailleur-se. Voir Dorothy Sue Cobble and Leah Vosco, "Historical Perspectives on Representing Nonstandard Workers," in *Nonstandard Work: The Nature and Challenges of Changing Employment Arrangements*, eds. Francoise Carre ?, Marianne A. Ferber, Lonnie Golden, and Stephen A. Herzenberg (Ithaca, 2000).

9 L'expression « paradigme de l'usine » vient de Dorothy Sue Cobble, "More Intimate Unions" in *Intimate Labors*, eds. Eileen Boris and Rachel Parrenas (Stanford, forthcoming); Jane Wills, "The Geography of Union Organising in Low-Paid Service Industries in the UK: Lessons from the T&G's Campaign to Unionise the Dorchester Hotel, London," *Antipode* 37 (2005): 139-159; Cumbers, "Genuine Renewal or Pyrrhic Victory?" Gallin, "Organizing in the Informal Economy."

10 Swasti Mitter and Sheila Rowbotham, *Dignity and Daily Bread: New Forms of Economic Organization Among Poor Women in the Third World and the First* (London and New York, 1994).

11 Annie Devenish and Caroline Skinner, "Organising Workers in the Informal Economy: The Experience of the Self Employed Women's Union, 1994-2004" (2004), <http://www.gdrc.org/icm/wind/wind-women-is.html>, accessed July 18, 2009.

12 Devenish and Skinner, "Organising Workers in the Informal Economy."

13 Pamela J. Downe, "Laughing When it Hurts: Humour and Violence in the Lives of Costa Rican Prostitutes," *Women's Studies International Forum* 22 (1999): 63 - 78; Jo Doezema and Kamala Kempadoo, eds. *Global Sex Workers: Rights, Resistance and Redefinition* (New York, 1998).

14 Gail Pheterson, "Introduction" in *A Vindication of the Rights of Whores*, ed. Gail Pheterson (Seattle, 1992).

15 Le terme « travail sexuel » a été forgé par Carole Leigh, une travailleuse du sexe militante, en 1978, mais a été plus largement utilisé dans les années 1980 et 1990. Son emphase sur le travail vise à déloger les connotations négatives ainsi que le stigmate attaché au terme de « prostitution » et à affirmer une égalité avec d'autres formes de travail. Voir aussi Mellissa Hope Ditmore, *Encyclopedia of Prostitution and Sex Work* (Greenwood, 2006), 502.

16 Melissa Hope Ditmore, "In Calcutta, Sex Workers Organize," in *The Affective Turn: Theorising the Social*, eds. Patricia Ticineto Clough and Jean Halley (Durham, 2007); "The Sonagachi Project: A Global

Model for Community Development," *Horizons Report* (2002),

<http://www.comminit.com/en/node/116130/36>, accessed June 14, 2009.

[17](#) P.R.Khandagale, T.N.Sevekari, M.D'Souza, S.PawarS, and I.S.Gilada, "Abstract No. E12010," International Conference on AIDS July 11-16 (Bangkok, 2004), 15.

[18](#) Le GMB est le Syndicat Général de Grande-Bretagne. Ces initiales furent adoptées comme titre officiel en 1989. Pour l'histoire, le G vient de General, le M de Municipal, et le B de Boilermaker (chaudièreiste), mais GMB n'est pas une abréviation de ces termes

<http://www.gmb.org.uk/Templates/Internal.asp?NodeID1?490332&int1stParentNodeID1?489645&int2ndParentNodeID1?489647>, accessed July 22, 2009.

[19](#) Valerie Jenness, *Making it Work: The Prostitutes' Rights Movement in Perspective* (New York, 1998), 13. Dans les années 1990, de très nombreux matériaux ont été produits sur l'organisation des travailleur-se-s du sexe, la plupart émanant des organisations et représentant-e-s elles-mêmes. La collection de pièces sur les organisations mondiales de travailleur-se-s du sexe, de l'excellent ouvrage de Kempadoo et Doezema, « Global Sex Worker » inclut des articles d'organisations d'Equateur, du Japon, des Etats-Unis, d'Afrique du Sud, du Mexique, d'Inde, et du Surinam, fournissant une importante plateforme aux vois d'organisations de travailleur-se-s du sexe.

[20](#) Parallèlement aux syndicats, plusieurs autres collectifs et organisations existent. Certaines focalisent plus sur la fourniture de services, alors que d'autres offrent également des programmes d'empowerment. Autres organisations non incluses : une grande variété de Sex Worker Outreach Projects (SWOP) à travers les Etats-Unis ; en Australie, la Global Alliance Against Trafficking in Women; EUROPAP - a network across Europe; Anti-Trafficking Centre (ATC), Belgrade.

[21](#) Jenness, *Making It Work*; Sheila Jeffreys, *The Idea of Prostitution* (Melbourne, 1997).

[22](#) Ron Weitzer, "Prostitutes' Rights in the United States: The Failure of a Movement," *Sociological Quarterly* 32 (1991): 23-41.

[23](#) Jackie West, "Prostitution: Collectives and the Politics of Regulation," *Gender, Work and Organization* 7 (2001): 106-118.

[24](#) Weitzer, "Prostitutes' Rights"; Gregor Gall, *Sex Worker Union Organizing: An International Study* (Basingstoke, 2006); Gregor Gall, "Sex Worker Unionisation: An Exploratory Study of Emerging Collective Organisation," *Industrial Relations Journal* 38 (2007): 70-88; Phil Hubbard, *Sex and the City: Geographies of Prostitution in the Urban West* (Aldershot, 1998); Kempadoo and Doezema, "Global Sex Worker."

[25](#) De nombreux auteurs ont fait état des difficultés rencontrées par les travailleur-se-s du sexe avec les syndicats, bien qu'aucune ne soit clairement détaillée. Voir par exemple Jo Bindman, "Redefining Prostitution as Sex Work on the International Agenda" (1997), <http://www.walnet.org/csis/papers/redefining.html>, accessed May 11, 2009.

[26](#) Pheterson, A Vindication of the Rights of Whores, 7.

[27](#) Le Karnataka Sex Workers' Union a récemment commencé à blogger au sujet de leurs expériences et de leurs campagnes. Des informations peuvent être trouvées sur <http://www.blogger.com/profile/10868366661389533397>, accédé le 10 mai 2009.

[28](#) AMMAR, "Lo que hacemos," <http://www.ammar.org.ar/loquehacemos.htm>, accessed March 10, 2008.

[29](#) Elena Reynaga, entretien avec l'auteure, Buenos Aires, Argentine, 19 Août 2008.

[30](#) Sylvia Chant et Nikki Craske, *Gender in Latin America* (London, 2003); Economic Commission for Latin America and the Caribbean (Santiago, Chile, 1990), cited in Mitter and Rowbotham, *Dignity and Daily Bread*; Marcela Cerrutti, "Economic Reform, Structural Adjustment and Female Labor Force Participation in Buenos Aires, Argentina," *World Development* 28 (2000): 879-891; Paul Chatterton, "Making Autonomous Geographies: Argentina's Popular Uprising and the Movimiento de Trabajadores Desocupados (Unemployed Workers Movement)," *Geoforum* 36 (2005): 545 - 561; Joseph Stiglitz, *Globalization and its Discontents* (London, 2005).

[31](#) David Lier et Kristian Stokke notent une précarisation semblable des fonctionnaires en Afrique du Sud, où le syndicalisme communautaire a également fleuri pour prendre en compte de telles

conditions, dans "Maximum working class unity? Challenges to local social movement unionism in Cape Town," *Antipode* 38 (2006): 802-24.

[32](#) Adriana Marshal and Laura Perelman, "Why 'union revitalization' is not an issue in Argentina? Labour institutions and the effectiveness of traditional trade union recruitment strategies," papier présenté à la vingt-neuvième conférence annuelle du International Working Party on Labour Market Segmentation, Porto, September 8-10, 2008); Victoria Murillo, "Union Politics, Market-Orientated Reforms, and the Reshaping of Argentine Corporatism," in Douglas A. Chalmers, Carlos M. Vilas, Katherine Roberts Hite, Scott B. Martin, Kerianne Piester, and Monique Segarra, *The New Politics of Inequality in Latin America* (Oxford, 1997).

[33](#) Central de Trabajadores Argentinos, "Debate para la organizacion de los trabajadores," <http://www.cta.org.ar/institucional/historia.shtml>, accessed June 10, 2009.

[34](#) Osmar Zapata, entretien avec l'auteure, Buenos Aires, Argentina, 18 Avril 2008.

[35](#) Fabio Basteiro, entretien avec l'auteure, Buenos Aires, Argentina, 14 Janvier 2009.

[36](#) Zapata, entretien avec l'auteure, Buenos Aires, 2008.

[37](#) Reynaga, entretien avec l'auteure, Buenos Aires, 2008.

[38](#) Le maté est une boisson herbale semblable au thé, réalisée à partir des feuilles de yerba maté, infusées avec de l'eau chaude, et bue avec une paille en métal appelée bombilla. Elle est utilisée dans des contextes sociaux, professionnels et informels. Le debador prépare le maté dans une coupe spéciale et le tend, un à un, aux personnes dans la pièce, qui chacune retend au cebador lorsqu'elles ont fini. L'usage commun de la bombilla entre les membres du groupe indique le sens significatif attaché au partage du maté, en termes de respect et d'appartenance. De nombreuses femmes expriment un attachement particulier à boire du maté avec d'autres groupes, du fait que beaucoup ont fait l'expérience de se voir retirer le maté lorsqu'elles avaient été identifiées comme travailleuses du sexe.

[39](#) Reynaga, entretien avec l'auteure, Buenos Aires, 2008.

[40](#) Susana Martinez, entretien avec l'auteure, La Plata, Argentina, 24 Avril 2008.

[41](#) AMMAR, <http://www.ammar.org.ar/sindicato.htm>, accédé le 10 Novembre 2008.

[42](#) AMMAR, <http://www.ammar.org.ar/sindicato.htm>, accédé le 9 Juin 2009.

[43](#) Martinez, entretien avec l'auteure, La Plata, 2008.

[44](#) Reynaga, entretien avec l'auteure Buenos Aires, 2008.

[45](#) Zapata, entretien avec l'auteure, Buenos Aires, 2008.

[46](#) Maghy Panno, entretien avec l'auteure, La Plata, Argentina, 18 Juillet 2008.

[47](#) Gayle Pheterson défend dans *The Prostitution Prism* (Amsterdam, 1996), 30, que «le stigmatisme de pute» discrédite non seulement les femmes qui vendent des services sexuels, mais toute femme qui transgresse le comportement féminin normalisé, particulièrement en ce qui concerne leur chasteté et leur passivité. Dans ce contexte, il dissuade également les femmes de s'associer avec les travailleuses du sexe, par crainte de se voir attribuer l'étiquette

[48](#) Basteiro, entretien avec l'auteure, Buenos Aires, 2009.

[49](#) Carlos Sanchez, entretien avec l'auteure, Buenos Aires, Argentina, 3 Juin 2008.

[50](#) Reynaga, entretien avec l'auteure Buenos Aires, 2008.

[51](#) Kate Hardy, "Sex Workers Unite," *Developments* 43(2008), http://www.developments.org.uk/downloads/Developments_Issue43.pdf, accédé le 2 Février 2008.

[52](#) Reynaga, entretien avec l'auteure, Buenos Aires, 2008.

[53](#) Claudia Carranza, entretien avec l'auteure, Paraná, Argentina, 1er Mars 2007.

[54](#) Reynaga, entretien avec l'auteure, Buenos Aires, 2008.

[55](#) Oscar Mengerelli, entretien avec l'auteure, Córdoba, Argentina, April 10, 2008.

[56](#) AMMAR, AMMAR Boletín, Buenos Aires, Argentina.

[57](#) Mengerelli, entretien avec l'auteure, Córdoba, 2008.

[58](#) Reynaga, entretien avec l'auteure, Buenos Aires, 2008.

[59](#) Carlos Sanchez, entretien avec l'auteure, Buenos Aires, Argentina, 3 Juin 2008.

[60](#) Sebastian Etchemendy et Ruth Berins Collier, "Down but Not Out: Union Resurgence and

Segmented Neocorporatism in Argentina (2003-2007)," *Politics and Society* 35 (2007): 363-401.

[61](#) Sanchez, entretien avec l'auteure, Buenos Aires, 2008.

[62](#) Mengerelli, entretien avec l'auteure, Córdoba, 2008.

[63](#) Les Cartoñeros collectent des cartons et d'autres matériaux recyclables dans les piles de poubelles abandonnées pour les vendre pour un faible montant. Il est estimé qu'il y a environ trente milles cartoñeros rien qu'à Buenos Aires, qui se sont mis à cette pratique suite aux hauts niveaux de chômage dans les années 1990 et la crise économique de 2001. Presque la moitié seraient des enfants. Voir Nicole Hill, "Backstory: Lives Recycled in Argentina," CS Monitor, <http://www.csmonitor.com/2006/0125/p20s01-woam.html>, accessed July 10, 2009.

[64](#) Alejandra Angriman, entretien avec l'auteure, Buenos Aires, Argentina, 14 Juillet 2008.

[65](#) Dan Gallin, "Propositions on Trade Unions and Informal Employment" 533. Dorothy Sue Cobble, *Women and Unions: Forging a Partnership* (New York, 1993); Vosko, "Representing Informal Economy Workers."

[66](#) Tels que ceux qui ont lieu actuellement au sein du mouvement syndical anglais.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.